



UNRISD

United Nations Research Institute for Social Development

Le processus d'appauvrissement des classes moyennes en Haïti et ses conséquences économiques et sociales

Alrich Nicolas
Université d'Etat d'Haïti, Haïti

Occasional Paper 6

**Overcoming Inequalities in a Fractured World:
Between Elite Power and Social Mobilization**

March 2020



The United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD) is an autonomous research institute within the UN system that undertakes interdisciplinary research and policy analysis on the social dimensions of contemporary development issues. Through our work we aim to ensure that social equity, inclusion and justice are central to development thinking, policy and practice.

UNRISD, Palais des Nations
1211 Geneva 10, Switzerland
Tel: +41 (0)22 9173020
info.unrisd@un.org
www.unrisd.org

This United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD) Occasional Paper is a revised and peer reviewed version of a paper originally prepared for the UNRISD International Conference, *Overcoming Inequalities in a Fractured World: Between Elite Power and Social Mobilization* (November 2018). The conference was carried out with the support of UNRISD institutional funding provided by the governments of Sweden, Switzerland and Finland. The Friedrich-Ebert-Stiftung Geneva Office and the International Geneva Welcome Centre (CAGI) provided direct support to conference participants for their travel and accommodation.

Copyright © UNRISD. Short extracts from this publication may be reproduced unaltered without authorization on condition that the source is indicated. For rights of reproduction or translation apply to UNRISD, which welcomes such applications.

The designations employed in UNRISD publications and the presentation of material therein do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of UNRISD concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries.

The responsibility for opinions expressed rests solely with the author(s), and publication does not constitute endorsement by UNRISD.

ISBN 978 92 9085 108 0

Table des matières

Liste des sigles et des abréviations.....	ii
Résumé.....	ii
Mots-clefs.....	ii
L’auteur.....	ii
Introduction.....	1
Situer les classes moyennes haïtiennes: L’apport de l’anthropologie.....	2
Le nouveau regard sur les classes moyennes: Entre la mobilisation des statistiques et l’analyse comportementale.....	4
Dessiner le portrait statistique des classes moyennes haïtiennes.....	5
Les classes moyennes haïtiennes: Une évolution paradoxale.....	5
Le long combat des classes moyennes pour l’affirmation: Une histoire mouvementée.....	6
La révolution de 1946 et la montée des classes moyennes.....	9
Les classes moyennes et le mouvement démocratique de 1986.....	10
L’émigration des classes moyennes et le processus de leur affaiblissement.....	12
Une situation économique et des politiques publiques qui pénalisent les classes moyennes.....	15
Une performance économique désastreuse pour les classes moyennes.....	15
Une politique agricole en faveur des oligopoles, renforçant la concentration des richesses et l’appauvrissement de la paysannerie.....	16
L’ouverture commerciale tout azimut du pays et l’âge d’or de l’élite commerciale traditionnelle.....	17
La politique commerciale au service de l’émergence d’une nouvelle élite?.....	18
La crise environnementale et la décapitalisation des classes moyennes.....	19
Les politiques publiques et l’oubli des classes moyennes.....	20
Les classes moyennes, les transformations socio-spatiales et les mutations de l’ordre politique.....	22
L’émergence des Cités et les nouveaux concurrents des classes moyennes dans le champ politique.....	23
Figures et tendances actuelles des classes moyennes.....	24
L’émergence de nouvelles classes moyennes.....	24
Perspectives de l’engagement politique.....	26
Bibliographie.....	27

Liste des tableaux

Tableau 1: Taux de croissance d’Haïti 2008-2018 (% PIB).....	16
Tableau 2: Comparaison de tarifs douaniers d’Haïti avec la CARICOM (en % du prix d’importation).....	18

Liste des sigles et des abréviations

CIRH	Cadre Intérimaire pour le Relèvement d'Haïti
HTG	Haïtien Gourde
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
OPL	Organisation du Peuple en Lutte
PARDH	Plan d'Action pour le Relèvement d'Haïti
PCH	Parti Communiste Haïtien
PIB	Produit Intérieur Brut
PPA	Parité de Pouvoir d'achat
PPSC	Parti Populaire Social-Chrétien
PSDH	Plan Stratégique de Développement d'Haïti
PSP	Parti Socialiste Populaire
PUCH	Parti Unifié des Communistes Haïtiens

Résumé

Le mouvement social en Haïti pâtit depuis plusieurs décennies de l'absence d'un acteur majeur, les classes moyennes, dont l'appauvrissement et le déclin sont en train de donner naissance à d'importantes mutations sociales, économiques et politiques dans ce pays. L'action combinée des politiques néolibérales appliquées en Haïti et la récurrence des catastrophes naturelles ont conduit à la décapitalisation et à l'appauvrissement des classes moyennes. Le déclin des classes moyennes a facilité l'accès des élites économiques au contrôle des institutions étatiques. Ceci a contribué à délégitimer l'Etat aux yeux des populations, à réduire considérablement l'influence des classes moyennes dans la définition de politiques publiques et à faire reculer le mouvement social.

Mots-clefs

Classe moyenne; perte de légitimité de l'Etat; recul du mouvement social

L'auteur

Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de l'Université d'Etat d'Haïti, Directeur du CHERIES (Centre Haïtien d'Etudes et de Recherches Internationales, Economiques et Sociales). Intérêt de recherche: Protection sociale, Transformations socio-économiques, Commerce international, Intégration régionale.

Introduction¹

Le mouvement social en Haïti pâtit depuis environ deux décennies de l'absence d'un acteur majeur, les classes moyennes d'ancienne souche,² dont l'appauvrissement et le déclin sont le reflet d'importantes mutations sociales, économiques et politiques dans ce pays. La décapitalisation et le déclassement social dont cette couche sociale souffre aujourd'hui remettent en cause six décennies de luttes sociales et politiques et ferment une ère ouverte dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale, en 1946, et caractérisée par la formulation d'un double projet de mobilité sociale et de transformation radicale du pays. En effet, une importante frange des classes moyennes était partie à la conquête du pouvoir politique en investissant la bureaucratie sous contrôle de la bourgeoisie et en promouvant l'émergence d'une nouvelle élite, noire, se déclarant plus proche et plus solidaire des couches populaires tandis que les franges progressistes militaient activement pour une rupture radicale avec le système féodal dominant. La chute du régime des Duvalier en 1986 ferme cette époque dominée depuis la deuxième moitié du XXème siècle par la suprématie politique de ce que j'appelle les classes moyennes de gouvernement et l'affirmation du projet progressiste. La fin du régime coïncide avec une reconfiguration du social et de la politique ainsi qu'avec l'émergence de nouveaux acteurs et de nouvelles classes moyennes.

Le mouvement démocratique enclenché avant 1986 et après la chute de la dictature des Duvalier a été nourri des revendications sociales, politiques et économiques des couches populaires mais aussi des projets de réforme issus de couches moyennes qui se sont opposées à la dictature duvaliériste. Le mouvement de 1986 signait le retour de ces représentants de la classe moyenne sur la scène politique formelle dans des conditions vraiment nouvelles et dans une constellation marquée par la forte présence du secteur populaire dont les revendications appelaient à la refondation de la société et à la transformation de l'Etat. Force est de constater cependant que les secteurs porteurs de ces projets ont connu, durant les trois dernières décennies, un grand recul au point que les progrès réalisés par le mouvement social sont aujourd'hui remis en question tandis que les élites économiques étendent leur domination sur l'Etat.

L'objectif de cette étude est d'analyser les causes de l'affaïssement des classes moyennes d'ancienne souche et ses conséquences sur la dynamique sociale et économique qui avait été enclenchée à la chute de la dictature des Duvalier en 1986. Elle est structurée de la façon suivante. Dans un premier temps, nous ferons un bref rappel des approches de la classe moyenne. On comprendra que les caractéristiques des classes moyennes ainsi que les stratégies qu'elles ont adoptées portent les marques du système politique ainsi que les transformations de l'ordre économique qui ont été en vigueur au cours du long XIXème siècle haïtien. Dans un deuxième temps, on abordera la situation de ces classes au cours de la période contemporaine en prenant en compte les mutations qu'a connues la société haïtienne au cours des trois dernières décennies, mutations qui expliquent pourquoi ce groupe social est confronté aujourd'hui à un processus d'affaïssement qui a tout l'air d'être irréversible. Dans un troisième temps, nous analyserons les conséquences de cet affaïssement sur la société haïtienne et sur ses capacités à renouer avec un projet de réforme politique, économique et sociale.

¹ Nous voulons exprimer notre gratitude envers Michèle Pierre Louis et Fritz Deshommes qui ont commenté une première version de ce texte et nous ont fait des propositions de révision.

² Par classes moyennes d'ancienne souche nous entendons dans ce texte celles qui ont émergé d'ailleurs timidement à partir de la deuxième moitié du XIXème siècle pour, durant les années de l'occupation d'Haïti par les USA (1915-1934) et plus particulièrement après 1946, investir massivement la scène politique et culturelle haïtienne. Les nouvelles classes moyennes émergent dans le contexte post-duvaliériste, à partir des années 1980-1990.

Situer les classes moyennes haïtiennes: L'apport de l'anthropologie

La recherche en sciences sociales en Haïti ne s'est pas beaucoup penchée sur l'évolution des classes moyennes et sur les caractéristiques de cette catégorie sociale. Pourtant cette thématique a bénéficié dans le passé d'un vif intérêt de la part des sociologues et des anthropologues.

Signalons les études consacrées par l'anthropologie américaine à la formation sociale haïtienne (Leybrun 1941; Lobb 1940), études qui se sont attachées à analyser les conséquences de l'héritage colonial sur le système de stratification sociale en Haïti. Pour Leybrun, la société haïtienne serait marquée par une structure institutionnelle rigide, formée de deux segments, l'élite et les masses. Cette structure ne laisserait aucune place à la mobilité, la société haïtienne serait figée et ne ferait que reproduire les castes héritées de la situation coloniale. Lobb situe les classes moyennes entre un *upper class* et les classes ouvrières. Pour lui, l'héritage social des rapports coloniaux se manifeste, comme chez Leybrun, en la présence de castes, mais contrairement à cet auteur, il anticipe un certain déplacement du système des castes vers une société de classe.

Le texte de Maurice de Young, "Class Parameters in Haitian Society" (1959) introduit dans le débat sur la stratification sociale en Haïti de nouvelles perspectives. Au lieu d'opposer les concepts de castes et de classes dans l'analyse de la structure sociale, de Young les combine pour caractériser par exemple un *upper class* dont les pratiques rentières reflètent une accumulation de richesses foncières héritées de plusieurs générations et qui structurent la position de classe. De Young distingue d'un côté cette classe bourgeoise qui vit de son patrimoine foncier et s'intègre très peu à la vie communautaire, et de l'autre, une masse défavorisée, vagabonde, constituée de migrants agricoles, de travailleurs saisonniers installés dans les villes et qui représentent la grande majorité de la population. Pour de Young, il est toutefois difficile de situer et de décrire la classe moyenne haïtienne parce qu'au moment où il entreprenait son étude elle représentait d'après lui un groupe qui émergeait à peine.³ Les enquêtes menées auprès des personnes dont le statut économique paraissait indiquer qu'elles pouvaient appartenir aux couches moyennes de la population ont révélé des modes d'auto-identification contrastés. 30 pour cent de ces personnes s'identifiaient à l'*upper class* et 20 pour cent aux couches défavorisées. Parmi ceux qui ont affirmé leur appartenance à la classe moyenne, de Young a retrouvé surtout des écrivains et des professeurs d'école, un fait qui contrasterait avec la réalité dans les pays latino-américains où l'appartenance à cette classe reposerait selon lui sur des critères matériels tels que la propriété.

L'analyse des classes sociales en Haïti a été pour les penseurs haïtiens un terrain propice aux luttes idéologiques et un instrument de luttes de positionnement social de la part des intellectuels de la classe moyenne. On recense un grand nombre de travaux consacrés à cette thématique, certains épousant les formes d'un discours doctrinaire comme le texte de Denis et Duvalier (1965) sur "Le Problème des Classes à travers l'Histoire d'Haïti", texte central du Mouvement Les Griots pour qui les classes moyennes noires devaient conquérir l'hégémonie politique et sociale afin de faire pendant à la domination de la bourgeoisie mulâtre.

³ Les sociologues et anthropologues américains qui ont travaillé sur Haïti dans les années 40-50 tels Leybrun (1941) font remonter l'émergence de classes moyennes à la période de l'occupation américaine du pays. Cette occupation a plutôt révélé l'existence d'une classe moyenne urbaine porteuse d'un discours nationaliste et dont l'origine remonte au XIXème siècle. Il faut reconnaître toutefois que l'occupation américaine a facilité le développement, particulièrement en milieu urbain, des couches moyennes de la population et offert les conditions de l'arrivée au pouvoir des classes moyennes de gouvernement.

Dans son livre, *La Vocation de l'Elite* (1919), écrit dans le contexte de l'occupation américaine d'Haïti (1915-1934), Price Mars revient sur les filiations entre la société haïtienne et la société coloniale non pas dans la seule intention d'analyser la prégnance de l'héritage colonial dans le développement du système de stratification sociale mais pour opposer les élites aux masses populaires. Pour Price Mars, l'élite telle qu'il la définit a la vocation de façonner le présent et le futur du pays mais aussi de mettre fin à la fracture sociale qui existe entre elle et les masses et qui fait qu'évoluent en Haïti "deux nations dans la nation, chacune ayant ses intérêts, ses tendances et ses fins propres" (Price Mars 1919:98).

D'autres travaux tels que ceux réalisés par Sylvain-Bouchereau (1951) situent la classe moyenne entre une classe ouvrière urbaine composée d'artisans, d'ouvriers, d'employés de maison et de petits commerçants et l'élite qui intègre des professionnels bien situés économiquement et socialement tels que les médecins, avocats et ingénieurs. Les classes moyennes seraient le produit d'un processus de déclassement de personnes ayant appartenu à l'élite ou de mobilité de membres issus de la classe ouvrière. Dans la perspective d'une connaissance empirique de la classe moyenne, les auteurs Jeanne et Suzanne Comhaire-Sylvain (1959) ont tenté de la cerner à partir d'un ensemble d'indicateurs tels que l'habitat, l'éducation et le revenu.

Alors que les travaux cités plus haut appartiennent à des courants plutôt orthodoxes de la sociologie ou de l'anthropologie des classes moyennes, les approches plutôt hétérodoxes de la classe moyenne haïtienne ont émergé à partir des années 70 avec la volonté chez certains chercheurs d'analyser plus profondément la formation sociale haïtienne. Ces travaux s'inscrivaient aussi dans un effort de transformation de la réalité sociale dans un contexte de consolidation du régime dictatorial des Duvalier. On peut citer en exemple le livre de Manigat, Moïse et Ollivier, *Haïti: Quel développement* (1975), où le concept de classe moyenne est préféré à celui de la petite-bourgeoisie. Manigat/Moïse/Ollivier distinguent deux grands groupes dans la petite-bourgeoisie urbaine: une frange opprimée, besogneuse, composée de petits fonctionnaires, de petits détaillants, d'artisans et de couches semi-prolétarisées des villes et une frange privilégiée regroupant au haut de l'échelle les professionnels prospères tels les médecins, les avocats, les ingénieurs, les intellectuels, les cadres de la haute fonction publique, les employés supérieurs des entreprises privées, les petits commerçants et entrepreneurs florissants, les officiers de l'armée et les membres des divers clergés. La petite bourgeoisie opprimée est, selon les auteurs, très sensible aux fluctuations de la conjoncture économique et politique, elle est porteuse de doléances proches des couches populaires, ce qui explique son engagement pour la transformation sociale et sa participation active aux mouvements sociaux comme il a été le cas en 1946 et dans la conjoncture qui a conduit à l'avènement au pouvoir de Duvalier en 1957.

La revue de la littérature a montré comment la tâche de définir les classes moyennes est une entreprise particulièrement difficile à cause de la grande hétérogénéité qui caractérise cette catégorie sociale mais surtout à cause des pièges inhérents à l'exercice. Mentionnons à la suite de Franco/Hopenhayn et Leon (2011) les problèmes liés à la pluralité des définitions, la nécessité de combiner les dimensions objectives et subjectives de la réalité des classes moyennes, les questions d'"*amalgamation*" et celles relatives à l'appréciation des frontières entre les différentes franges de cette catégorie sociale.

Le nouveau regard sur les classes moyennes: Entre la mobilisation des statistiques et l'analyse comportementale

La recherche sur les classes moyennes et leurs caractéristiques statistiques connaît dans les pays en développement ou en situation d'émergence un grand essor.⁴ Deux principales approches dominent cette recherche: un premier groupe de travaux aborde la question des niveaux de revenus considéré comme un marqueur d'identification de la classe moyenne, un second groupe privilégie l'approche comportementale. L'approche par le revenu repose sur l'exploitation de résultats d'enquêtes statistiques permettant de déterminer les bornes, les planchers, les seuils minimum à partir desquels peut être située la position des classes moyennes sur l'échelle des revenus. Si la distribution des revenus est retenue comme base d'identification des critères d'appartenance à la classe moyenne, un individu disposant d'un revenu situé entre le 4^{ème} et le 9^{ème} décile ou entre le 2^{ème} et le 4^{ème} quintuple est considéré comme appartenant à cette classe.⁵

L'approche comportementale s'attache à étudier les facteurs qui déterminent les comportements de consommation des ménages de la classe moyenne et aident, à partir de l'analyse de ces comportements, à identifier les perspectives de croissance économique et d'évolution de la demande de biens de consommation durables. Cette approche s'appuie sur l'exploitation des expériences de consommation des classes moyennes dans les économies d'Afrique et d'Amérique latine qui ont connu ces dernières années un niveau de croissance élevé.

Il va sans dire que les approches comportementales et par le revenu sont nettement limitées lorsqu'on veut cerner toute la complexité des classes moyennes. Pour bien les cerner, il convient de mobiliser d'autres catégories d'analyse comme celles liées aux concepts "bourdieusiens" d'habitus, de capital et de patrimoine culturel (Bourdieu, 1966; 1978; 1984) ainsi que ceux élaborés par des sociologues comme Max Weber (1964) ou Georg Simmel (1992). Les classes moyennes se définissent par leur statut social, la construction sur plusieurs générations d'une notoriété familiale, la promotion exacerbée d'une culture de l'entre soi, l'accumulation d'un capital scolaire reconnu. D'autres critères à prendre en compte sont par exemple leur weltanschauung, leurs manières de vivre, leurs archétypes de consommation etc. L'étude des classes moyennes s'avère aussi importante du point de vue politique en ce sens qu'elle permet de détecter le niveau de leur influence sur la définition et la mise en œuvre des politiques publiques ainsi que sur l'impact qu'ont ces politiques sur les conditions de vie des populations. Il convient d'analyser aussi les stratégies de positionnement de cette catégorie sociale dans le système de stratification sociale. Cette préoccupation est liée aux questions relatives à la stabilité d'un pays,

预览已结束，完整报告链接和二维码如下：

https://www.yunbaogao.cn/report/index/report?reportId=5_20681

